

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ETAT DE FRANCE ET D'AFRIQUE, PARIS, MARDI 3 NOVEMBRE 1981

3 NOVEMBER 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Messieurs les chefs d'Etat, mesdames et messieurs les chefs de délégation,

- A l'issue de votre dernière rencontre annuelle, vous étiez convenus de vous retrouver au Zaïre. Si c'est la France qui vous reçoit aujourd'hui, c'est que j'ai personnellement souhaité vous accueillir tous, à Paris, dans les premiers mois de mon mandat, pour témoigner l'intérêt et l'amitié que je porte aux peuples de votre continent, et, avec moi, l'ensemble du peuple français.

- Ce changement, nous le devons à l'extrême courtoisie de M. le président MOBUTU, qui a bien voulu accepter que nos travaux soient organisés dans mon pays, ce qui me donne l'occasion de l'en remercier pour un geste qui reporte seulement à plus tard le moment où nous lui rendrons visite.

- Je souhaite donc une très cordiale bienvenue à vous tous, chefs d'Etat, chefs de délégations, délégués, observateurs et invités qui avez bien voulu participer à cette conférence, dont l'élargissement ouvre de nouvelles perspectives par l'enrichissement de notre réflexion commune et le renforcement de la compréhension mutuelle entre nos peuples.

Pour ce qui me concerne, si c'est la première fois que je participe à votre réunion, je ne me sens guère dépaysé parmi vous. J'ai, de longue date, accordé un vif intérêt au continent qui est le vôtre. J'ai d'ailleurs tiré une très grande humilité, car la variété de ses peuples, de ses traditions, de sa géographie, de ses ressources naturelles, de ses problèmes et des ses espérances obligent l'observateur le plus averti à s'adapter constamment sans être jamais certain de tout embrasser ni de connaître complètement.

- Pour avoir souvent visité vos pays, pour avoir naguère pris part aux responsabilités de la politique française en Afrique et, aux moments difficiles, contribué à l'émancipation des peuples de ce qui fut l'Afrique française, bref pour avoir identifié une partie de ma vie à celle de votre continent, j'ai appris que l'Afrique n'était vraiment connue et comprise que des Africains eux-mêmes.

- Je le sais d'autant mieux que j'ai eu l'avantage de rencontrer, dans un passé récent, mais aussi dans un passé lointain, bon nombre d'entre vous et plus particulièrement ceux qui furent mes collègues dans diverses assemblées. Votre doyen, mon ami, le président Félix HOUPHOUET-BOIGNY, à qui je tiens à rendre ici un amical hommage, connaît bien tout ce que ces souvenirs peuvent évoquer de communion d'idées, de combats communs, de solidarité et d'amitié.

L'Afrique d'aujourd'hui est majeure. Les pays, ou presque tous les pays qui la composent, sont entrés dans le concert des nations et leurs voix sont entendues chaque jour un peu plus dans les enceintes internationales. L'Afrique a pris conscience de son poids et de son importance. Elle sait qu'elle a, elle aussi, un message à faire passer au monde, ce qui n'a pas pour effet, naturellement, d'éluder les problèmes qui sont les siens ni les préoccupations qui sont celles de ses peuples : elle demande simplement aux autres de les connaître, de les comprendre et, dans-le-cadre des grandes négociations, de l'aider à les résoudre. Ce faisant, c'est ainsi que je la vois, l'Afrique ne revendique rien d'autre que plus de justice, de respect et de liberté, pour les Etats comme pour les peuples.

- Chers amis, depuis le 10 mai 1981, sur bien des -plans, la France a changé de politique. Vous ne l'ignorez pas, vous qui êtes si avertis de la politique mondiale et particulièrement de la politique française. Je connais l'intérêt que vous portez à l'égard des positions des nouveaux responsables de notre politique et à celui à qui les Français ont confié, pour sept ans - sept années - la direction de leurs affaires.

- Je n'ai pas encore eu l'occasion, depuis mon installation, de rencontrer personnellement tous ceux qui sont ici. Et je sais que vous vous posez, ce qui est légitime, des questions sur notre politique extérieure, non seulement en raison des liens parfois anciens, je l'ai dit, qui sont les nôtres, mais aussi parce que nos destins restent encore étroitement confondus, ne serait-ce que par les relations bilatérales que la France entretient, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Communauté européenne, avec de nombreux pays d'Afrique.

- Je souhaite donc vivement que vous puissiez repartir dans quelques jours mieux informés, mieux éclairés, sur nos objectifs internationaux, sur l'esprit dans lequel ils sont formulés et sur les moyens de leur mise en oeuvre.\

Notre conférence pourrait être seulement l'occasion de débattre de nos problèmes spécifiques, mais je pense que la qualité des personnalités présentes et l'importance de nos responsabilités nous créent un autre devoir : celui de parler ensemble des problèmes du monde, car vous êtes et nous sommes une large partie de ce monde et nous avons notre mot à dire sur les affaires universelles, et pas simplement à nous considérer comme responsables d'un canton de la planète.

- J'ai en-tout-cas estimé qu'il était dû à votre rang et à vos qualités que j'aborde les problèmes généraux, sans nous en tenir strictement aux problèmes que l'on pourrait appeler africains ou français.

- Mais je voudrais surtout insister sur deux points qui sont en réalité deux lignes de force : d'abord, la France pense que l'Afrique ne pourra trouver sa place que dans un monde respectant l'indépendance des nations, refusant les ingérences et sachant se donner les moyens d'écartier les conflits et de défendre la paix. Ensuite, qu'elle a un rôle à jouer dans les efforts pour le rééquilibrage de l'économie mondiale entre les riches et les pauvres.

- Ainsi, je vous dirai comment la France souhaite donner l'exemple, en retrouvant sa vraie mission : celle qui la conduit, je viens de vous le dire, à agir par un message universel.

- Naturellement, cette politique que la France entend mener ou qu'elle souhaite favoriser n'est pleinement possible que dans un monde en paix. A cet égard, de par vos responsabilités, vous ne pouvez pas être indifférents à l'état des -rapports entre l'Est et l'Ouest, même si nous avons coutume de cadrer nos -rapports dans le Nord et le Sud.\

Bien entendu, vous souhaiteriez que les relations entre les deux super-puissances n'aient jamais à interférer avec les problèmes qui sont en priorités vôtres. Vous souhaiteriez que les controverses sur les -rapports Est-Ouest n'occultent pas les questions du développement, et la France, pas davantage, ne l'accepte. Mais nous devons tenir -compte des réalités du monde.

- Lorsque la France a dû traiter le problème comme nous l'avons fait - j'y reviendrai dans un instant - à Cancun, comme nous l'avons fait dans une déclaration en compagnie du Mexique sur le Salvador, cela voulait bien dire qu'il n'appartenait pas à l'Est et à l'Ouest de régler de tout, de trancher de tout et d'organiser le monde autour de ce seul problème dont, bien entendu, je n'ignore pas l'importance. Là-dessus, la France a pris des positions claires, permettez-moi de le rappeler en termes simples : si l'équilibre des forces dans le monde n'était plus assuré, la paix serait menacée.

- Depuis plusieurs années, chacun des puissants a cherché à accroître ses moyens militaires, pensant ainsi préserver sa sécurité. Et de la -recherche de la sécurité à celle de la domination, il peut n'y avoir qu'un pas. Ce pas ne doit pas être franchi. Aussi, n'ai-je pas hésité à alerter l'opinion française et européenne chaque fois que m'est apparu un déséquilibre menaçant. C'est pour cette raison que la France, membre à part entière et en toute souveraineté de l'Alliance atlantique, alliance défensive, et dans une ère géographique strictement définie, mais non pas membre de l'Organisation militaire intégrée, l'OTAN, approuve les décisions devant conduire à l'égalité des moyens en-matière militaire et stratégique, mais tout en redoutant la course aux armements. Toutes les cartes une fois mises sur la table, devra bien s'engager la nécessaire négociation.

- La France entend garder la libre maîtrise de ses propres forces, garantes de l'indépendance de ses décisions. Elle se déclare favorable à toute forme de négociations entre les super-grands comme à celle qui peuvent être menées dans-le-cadre de l'Organisation des nations unies `ONU` ou de ses institutions spécialisées, à condition que les discussions s'engagent sur les bases claires, première condition d'une conversation franche que nous souhaitons fructueuse.\*\

Votre objectif est d'empêcher que l'Afrique ne devienne le champ clos des rivalités et des contradictions d'intérêt extérieures à votre continent.

- Tel est aussi le point de vue de la France qui entend, cela va de soi, respecter en toutes circonstances la souveraineté des Etats et la volonté des peuples. Elle est disposée, en-particulier et dans cet esprit, lorsque cela correspond aux décisions de l'Organisation de l'unité africaine `OUA`, à prêter son - concours et à assurer les moyens qui garantiront votre souveraineté.

- C'est à ces conditions que le principe de non ingérence si souvent évoqué et si souvent bafoué

retrouvera sa vraie signification.

- L'Afrique et la France ont une longue histoire commune. Celle-ci ne s'est pas faite sans difficultés ni affrontements. Il n'en demeure pas moins, j'en suis convaincu, que nos peuples ont su trouver, au fil du temps, le chemin de l'estime et de l'amitié. Et nous voulons maintenir et même développer cette amitié pour lui donner sa véritable dimension.\

Permettez-moi, ayant évoqué les problèmes des relations est - ouest, d'examiner aussi quelques-uns des conflits qui troublent aujourd'hui l'Afrique, sans oublier bien des conflits ou rivalités locaux, auxquels nous devons toujours prendre garde.

- Eh bien, parmi les conflits qui troublent aujourd'hui l'Afrique, l'un des plus préoccupants concerne l'indépendance de la Namibie. Après avoir consulté ses amis traditionnels, la France a accepté, à leur demande, de demeurer au-sein du groupe des Cinq et d'y remplir les missions prévues par l'Organisation des Nations Unies `ONU`, dont nous avons approuvé sans réserve la Résolution 435. Nos efforts se développent actuellement. Nous considérons que notre présence dans ce groupe n'a pas à servir d'alibi à d'interminables négociations et qu'il faut fixer un calendrier précis. Par exemple, nous pensons qu'il faudrait aboutir à cette indépendance en 1982.

- Chacun de vous connaît, deuxième sujet préoccupant, la situation présente au Tchad. La politique de la France consiste à soutenir le président ARAP MOI, président de l'OUA, dans les efforts qu'il déploie pour aider au règlement de ce problème. Comme je l'ai redit à Cancun, la voie raisonnable passe par la mise en place effective de la force interafricaine qui permettra au gouvernement légitime et au président GOUKOUNI OUEDEI - dont je salue la présence parmi nous - de bénéficier des conditions nécessaires à la conduite des affaires de son pays et aussi à la réorganisation de l'armée nationale tchadienne. La France a accordé sans condition préalable aucune, son aide à la reconstruction du Tchad qui aspire, comme chacun d'entre nous, à l'unité et à l'indépendance.\

Au Sahara occidental, troisième point difficile, nous avons salué l'initiative du roi du Maroc et la sagesse de l'ensemble des participants aux deux conférences de Nairobi qui ont permis de dégager les voies d'un règlement possible, si nécessaire à tous sur la base du droit à l'autodétermination des populations concernées. La France soutient encore ici la politique de l'OUA et appuiera les efforts en-cours en espérant qu'ils pourront aboutir au plus vite.

- Eh oui, messieurs, comme vous le voyez, j'aborde sur-le-plan de la politique générale les problèmes considérés comme difficiles et sur lesquels nous aurions sans doute besoin nous-mêmes de rapprocher nos points de vue. Mais tel est bien l'objet de ma démarche, j'entends vous parler comme à des amis, comme à des frères, comme à des responsables, chacun au même -titre que l'autre, et donc parler en responsables majeurs des affaires de la planète.

- Messieurs les chefs d'Etat, madame et messieurs les chefs de délégations, comment passer sous silence le Proche-Orient qui risque à tout moment de s'embraser aux portes de l'Afrique ? Je ne dirai qu'un mot de notre politique : Israël ayant vu son existence reconnue par le droit international, il faut lui en assurer les moyens, c'est-à-dire des frontières sûres et reconnues, et, de même, le peuple palestinien devra disposer d'une patrie où il bâtira les structures étatiques de son choix.

- Telles sont les grandes lignes de la politique extérieure de la France dans cette région du monde.\ Vous pouvez l'observer, la France ne vit pas repliée sur elle-même, elle a le souci d'apporter sa propre réponse, celle de la solidarité aux problèmes économiques et monétaires qui commandent l'avenir de nos peuples. Mais qui peut affirmer son droit lorsqu'il est dépourvu des moyens de maîtriser son développement économique ?

- La coopération pour le développement est liée à la question primordiale de notre époque. Telle est la conviction qui m'anime. Telle est la dimension fondamentale de notre action. Nous refusons l'égoïsme à courte vue du "chacun pour soi, le marché pour tous". Les -rapports Nord-Sud doivent être plus équilibrés et plus solidaires.

- Entre le Nord et le Sud, laisser jouer la seule loi du marché, c'est laisser les plus forts se débarrasser sur les plus faibles du poids de la crise. C'est donner aux spéculateurs internationaux qui règlent les cours des matières premières au gré de leurs anticipations ou de leurs intérêts et de leurs seuls intérêts égoïstes, droit de vie ou de mort économique sur des millions de producteurs de cacao, de café, de sucre, de coton, de bois, de jute entre autres exemples. C'est soumettre l'effort de développement de jeunes nations aux aléas de forces aveugles.

- Rééquilibrer les -rapports Nord-Sud, c'est d'abord accepter d'en parler franchement et globalement entre égaux. A Cancun, la France a plaidé pour la reprise de négociations globales, dans-le-cadre des Nations unies et non dans le cénacle ou la chapelle d'un petit nombre de pays cooptés. D'urgence, les problèmes de l'autosuffisance alimentaire, de la sécurité énergétique, de la stabilisation des cours des matières pre\

La France n'attendra pas l'issue des négociations globales pour agir. J'ai annoncé à la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés `PMA` que l'aide publique de mon pays au développement des plus démunis serait d'ici à 1985 portée à 0,15 % du produit intérieur brut de notre pays. Quant à l'ensemble de l'aide publique au développement, il sera doublé en pourcentage de 0,35 % à 0,7 % du produit national brut d'ici à 1988.

- Je crois qu'il n'y a pas de contradiction à vouloir simultanément arracher de la stagnation la France, elle-même dans la tourmente de la crise économique mondiale, et ses amies les nations africaines, à vouloir conjointement lutter contre les inégalités les plus choquantes en France et dans les -rapports entre les peuples, dans les -rapports Nord-Sud. Je dirai même que cela forme un tout, peut-être même la même théorie, la même conception du monde et du sens de l'humanité. Oui, dans un monde caractérisé par la sous-utilisation des ressources, la France et l'Afrique peuvent s'aider mutuellement à parvenir au plein emploi de leurs capacités.\

Mais, si la France s'engage à accroître considérablement son aide publique au développement, elle veut aussi en changer la logique. La solution du drame du sous-développement ne passe pas par la mise en place de cultures ou d'industries exportatrices axées sur des technologies inadéquates et exclusivement tournées vers les marchés des pays développés. A ce capitalisme marchand, devrait être préféré un développement agricole et industriel mettant en valeur les ressources humaines et naturelles, en cherchant à satisfaire par priorité les besoins essentiels de la population.

- Le domaine alimentaire est primordial. La France est prête, et l'on entendra ces paroles au-delà de cette salle, à collaborer avec tous ceux qui souhaiteraient son -concours pour développer les cultures vivrières, former les paysans, étendre les infrastructures rurales, mais elle sait bien quelles sont les limites de ses moyens. En-tout-cas, sans attendre que ces réformes de structures obtiennent leur plein effort, elle accentuera son aide alimentaire éventuellement sur une base pluri-annuelle et plaidera auprès des autres pour un plus grand effort européen.\

Dans le domaine de l'énergie, de lourdes factures pétrolières obèrent les balances des paiements et les capacités de développement. La conférence de Nairobi a montré que tous les pays, et certains d'une façon considérable, disposaient d'un potentiel énergétique en hydro-électricité, en bois - et donc en utilisant la bio-masse - en énergie solaire, mais que des capitaux considérables étaient nécessaires pour mettre en valeur ce potentiel. A Cancun, la France a fait progresser de façon, je l'espère, utile, le projet d'un plan de financement des investissements énergétiques du tiers monde par la Banque mondiale. En-tout-cas, notre appui est assuré aux pays africains qui souhaitent développer une stratégie d'autosuffisance énergétique.

- Quant à la stabilisation des cours des matières premières, elle est au premier chef une priorité, je l'ai dit tout à l'heure. La France est partie prenante aux accords de Lomé, cette heureuse -entreprise des pays de la Communauté européenne et de 61 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique `ACP`. Dans-ce-cadre, la France appuie vigoureusement le programme STABEX de stabilisation des recettes d'exportation. Ce programme cherche à pallier les dégâts résultant des fluctuations formidables et aveugles des cours. En amont, la France approuve le programme intégré des Nations unies et j'ai annoncé à Cancun que nous signerions, nous la France, l'accord de juin 1980 qui donnera naissance au Fonds commun, destiné à stabiliser les cours de 18 produits de base.

- Agriculture, énergie, matières premières, ce sont trois champs d'action où des initiatives concrètes doivent remplacer les discours redondants.\

Messieurs les chefs d'Etat, madame et messieurs les chefs de délégation, nous sommes cette année plus nombreux encore que naguère : le cercle s'est agrandi et je pense que nous nous en réjouissons tous. Sachez que je suis très heureux de vous voir, pour certains d'entre vous de vous retrouver, de vous connaître mieux et de discuter de la façon la plus sérieuse des problèmes qui sont les nôtres.

- Je m'interroge sur le point de savoir si l'on ne devrait pas donner à notre rencontre annuelle un titre

correspondant mieux à l'esprit nouveau qui nous anime, une meilleure définition. On n'associe pas, dans un titre, un continent et un pays, même si ce pays est le mien et si, bien entendu, je souhaite qu'il joue un rôle éminent dans l'ensemble de nos débats. Je vous propose que nous y réfléchissions ensemble.

- Si j'accorde une importance toute particulière à ce que la voix de la France soit davantage entendue sur la scène internationale, je sais aussi que vous attendez de nous plus encore.

- Je me résumerai : le respect de nos différences doit s'accompagner d'une solidarité aussi étroite qu'active entre nous. Chacun est libre de sa démarche et de ses objectifs. Chacun doit pouvoir conduire lui-même ses propres affaires, mais il est bon que, de temps à autre, nous mettions en commun ce qui nous réunit. Ailleurs, on nous écouterait peut-être davantage... En-tout-cas, sachez que je m'y emploierai, pour ma part, avec force et résolution.

- Je suis persuadé que notre conférence apportera à nos démarches un nouvel élan et je vous répète, chers amis, que vous êtes ici à Paris, les bienvenus du peuple français.\